

# ISRAËL, LE PROCESSUS DE LA GUERRE

---

*Le Moyen-Orient est au bord du gouffre. Ce constat a beau tenir en une formule si souvent galvaudée, il n'en a jamais eu autant d'acuité. C'est que, après huit années de négociations menées bon an mal an, ce conflit en est revenu pratiquement à ce qu'il était au lendemain de la guerre des Six-Jours. Les sociétés israélienne et palestinienne ont été projetées trente-quatre ans en arrière. La machine à remonter le temps dans laquelle ces deux sociétés sont emportées est en passe de les broyer.*

*L'objectif de ce dossier est de se pencher, non seulement sur la stratégie du gouvernement Sharon, mais aussi sur les évolutions structurelles d'une société israélienne en proie à une crise identitaire qui, ces vingt dernières années, l'éloigne des perspectives de paix.*

*La crise identitaire de la société juive israélienne, au terme d'un lent processus, a eu pour conséquence l'apparition, aux côtés de la droite nationaliste classique (Likoud et Parti national-religieux), de nouvelles « droites » sectorielles ou communautaires recrutant l'essentiel de leur support populaire parmi les secteurs « orientaux » et russophones de la société. Aujourd'hui, 65 % des députés juifs israéliens appartiennent à des formations politiques conservatrices et ultranationalistes, des formations résolument et depuis toujours hostiles au principe des accords d'Oslo signés entre Israël et l'O.L.P. et par ailleurs opposées à l'idée d'une résolution du conflit israélo-palestinien par le retrait de l'armée israélienne hors de l'essentiel des territoires occupés et par l'exercice du droit à l'autodétermination des Palestiniens dans le cadre d'un État indépendant. Ces 65 % (qui devraient passer à 73 % lors des prochaines élections) sont à l'origi-*

*ne de l'implosion de la coalition d'Ehoud Barak en juillet 2000 et prouvent que le plan proposé par Bill Clinton en décembre 2000 n'aurait jamais pu être ratifié par le parlement israélien.*

*Certes, de plus en plus d'analystes et d'observateurs doutent de la possibilité même d'un État palestinien voisin d'Israël, vu la tragique escalade à laquelle nous assistons aujourd'hui. De même, d'aucuns doutent de plus en plus que l'édification d'un tel État pourrait durablement pacifier et assainir le conflit entre Juifs et Palestiniens, ne serait-ce que parce que, en 2025, l'État d'Israël sera, dans les faits, devenu un État binational, que le territoire israélo-palestinien abritera 60 % de Palestiniens (dont les trois quarts privés de droits politiques) et 40 % de Juifs, et que ce sera l'utopie sioniste qui se verra ainsi menacée. Dans ces conditions, faut-il croire que le gouvernement Sharon pratique une sorte de fuite en avant ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer mais, sans l'édification de deux entités politiques nationales souveraines, l'une israélienne, l'autre palestinienne, les deux peuples seront privés des médiateurs légitimes nécessaires pour affronter des défis qui, faute d'être relevés, en deviendront mortels.*

*La politique menée par le gouvernement d'union nationale emmené par Ariel Sharon, Shimon Pérès et Avigdor Liberman recueille aujourd'hui le soutien d'une majorité écrasante de l'opinion israélienne. Cette politique est fondée sur deux présupposés, l'un explicite (démanteler dans les faits toute structure palestinienne de représentation légitime dans les territoires occupés et en diaspora), l'autre implicite (préserver d'une façon ou d'une autre la prééminence de l'État d'Israël sur un Grand-Israël indivisible et tout au plus réformable dans le sens de multiples micro-autonomies palestiniennes dans les territoires occupés).*

*Cette politique est proprement suicidaire. Elle est fondée sur la conviction paranoïaque de l'incapacité des Palestiniens à reconnaître Israël, que ce soit en tant qu'État ou en tant que société constituée et enracinée. Pour les uns, cette « incapacité » palestinienne est la preuve de la duplicité de Yasser Arafat ; pour les autres, elle entre dans une logique selon laquelle, vu les avatars du conflit, la société palestinienne serait de toute évidence incapable de pardonner et d'entrer dans une solution de compromis. La politique du gouvernement israélien participe ainsi d'un entretien et d'un renforcement des ressorts les plus meurtriers du conflit et exclut toute solution qui puisse parier sur les dynamiques positives qu'une solution équilibrée et pacificatrice aurait pu susciter au sein des deux sociétés.*

*Aujourd'hui, le processus de reconnaissance mutuelle amorcé en 1988 à Alger par l'O.L.P. et avalisé en 1993 à Washington par le gou-*

*vernement israélien est mort de ses contradictions et des contradictions d'une société israélienne ne sachant plus à quel saint se vouer et, surtout, ne parvenant pas à sortir de son rôle d'occupant dans ses rapports avec le frère siamois palestinien. Les craintes quant aux mois à venir sont plus que légitimes. L'impuissance et l'exaspération face à la fuite en avant israélienne le sont également.*

*Toute personne sensée sait pertinemment que la seule solution durable et équitable à ce conflit vieux de plus de cent ans sera une solution fondée sur l'égalité et dans le cadre de deux États nationaux. La solution bi-étatique est la seule qui, rapidement, puisse à la fois libérer les Palestiniens de la violence de l'occupation israélienne et les sortir de l'humiliation et de l'aliénation, une aliénation que traduisent de la façon la plus effroyable et la plus effrayante les attentats-suicides. La solution bi-étatique est également la seule qui puisse à la fois libérer les Israéliens de l'aliénation dans laquelle les a enfermés le statut d'occupant et les protéger de la violence des plus aliénés ou des plus désespérés des Palestiniens colonisés. Pour être clair, seul un État palestinien indépendant et reconnu pourra être tenu pour responsable des actes de certains de ses citoyens à l'encontre de cibles civiles israéliennes. De même, seule une société israélienne (« devenue en trente-quatre ans d'occupation l'une des plus violentes du monde », comme le disait récemment l'ancien chef du Mossad, Shabtaï Shavit) émancipée de son modus operandi d'occupant et de colon pourra se réconcilier avec elle-même et avec les Palestiniens. Peut-être que, plus tard, les deux sociétés seront mûres pour se projeter dans un avenir réellement commun.*

*C'est forte de la conviction que la survie et l'intégrité de chacun des deux peuples et des deux sociétés passe par la survie et l'intégrité de l'autre que La Revue nouvelle a programmé ce dossier. Notre revue s'est toujours souciee de rendre grâce à l'histoire palestinienne, aux spécificités de sa tragédie, à sa réalité, à sa légitimité et à sa logique. Cohérente dans ses valeurs et dans ses convictions, La Revue nouvelle a également toujours rendu grâce à l'histoire juive et israélienne, aux spécificités de sa tragédie, à sa réalité, à sa légitimité et à sa logique. C'est dans cet ordre d'idées que nous nous sommes élevés contre les sordides détournements de sens et de valeurs auxquels certains s'étaient livrés dans l'enceinte de la conférence de Durban contre le racisme, avant le basculement indicible du 11 septembre. C'est dans cette perspective que nous voulons, aujourd'hui, au cœur d'une actualité violente, montrer qu'il est possible d'analyser sans calomnier, de dénoncer sans amalgamer et de critiquer sans insulter. Le problème n'est pas tant l'impossible et injuste « équilibre » à tenir entre les uns et les autres que le difficile ajustement du langage et de l'argumentation. Au travers de ses courriers de lecteurs, la presse de*

*notre pays donne aujourd'hui une image souvent révoltante de ce que devient une controverse lorsqu'elle se laisse aller à des propos nauséabonds, proférés des deux côtés de la barrière. Le conflit ne se déroule pas seulement au Moyen-Orient: il divise notre conscience d'Occidental, il traverse notre discours sur lui. Mais c'est encore une sagesse venue de Palestine que celle qui nous enseigne que la paix vient droit de l'éthique du discours, ou ne vient pas du tout.*

*Pascal Fenaux*